



Tous droits réservés

## PROCEDURE PENALE

### Séance 5 - L'enquête policière

I.	Les modalités de l'enquête.....	3
A)	L'enquête de flagrance.....	3
1)	Les cas de flagrance.....	3
2)	Les caractéristiques générales de l'enquête de flagrance .....	4
B)	L'enquête préliminaire.....	4
II.	Les actes de l'enquête de police.....	5
A)	Les transports, constatations et vérifications.....	5
1)	L'information du procureur de la République et le transport sur les lieux ....	5
2)	Les mesures conservatoires .....	5
3)	Les prélèvements externes et relevés signalétiques .....	6
4)	Les réquisitions .....	6
B)	Les perquisitions et saisies.....	6
C)	Les auditions.....	8
D)	Les mesures de surveillance .....	8
1)	La géolocalisation .....	9
2)	Les écoutes téléphoniques .....	9
3)	L'accès à distance aux correspondances électroniques .....	9
III.	La garde à vue.....	10
A)	Le placement en garde à vue.....	10
1)	La compétence.....	10
2)	Le placement en garde à vue .....	10
3)	La durée.....	11

<b>B)</b>	<b>Les garanties accordées au citoyen.....</b>	<b>12</b>
1)	<i>L'information du procureur de la République .....</i>	<i>12</i>
2)	<i>Les notifications et le procès-verbal.....</i>	<i>12</i>
3)	<i>L'enregistrement audiovisuel des auditions.....</i>	<i>13</i>
4)	<i>L'examen médical .....</i>	<i>13</i>
5)	<i>L'appel téléphonique .....</i>	<i>13</i>
6)	<i>Le rôle de l'avocat.....</i>	<i>14</i>
7)	<i>Les irrégularités de la garde à vue.....</i>	<i>14</i>

# I. Les modalités de l'enquête

L'enquête qui s'ouvre est soit un enquête préliminaire, soit une enquête de flagrance



**Définition :** L'enquête a pour objectif de permettre à la PJ de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte.

## A) L'enquête de flagrance



**Définition :** L'enquête de flagrance ou enquête de flagrant délit concerne l'infraction flagrante c'est celle « qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre » (**art.53 CPP**).

L'infraction visée par l'enquête de flagrance doit être d'une certaine gravité (**art.67 CPP**).

### 1) Les cas de flagrance

-Cas de flagrance (**art.53 CPP**) :

- Crime ou délit actuel qui se commettent actuellement = il doit exister une perception laquelle repose sur des indices objectifs qui laissent à penser qu'une infraction se commet actuellement.
- Antériorité immédiate du crime ou du délit = le crime ou le délit vient de se commettre.
- La personne soupçonnée est désignée par le clameur publique dans un temps voisin de l'infraction.
- La personne est trouvée en possession d'objet ou présentant des traces ou indices permettant de croire qu'elle a participé au délit dans un temps très voisin de l'infraction = Le délai entre la commission de l'infraction et la constatation qu'une personne est

trouvée en possession d'objets ou présentant des traces ou indices permettant de croire qu'elle a participé au délit est très réduit.

#### Cas assimilés de flagrance (**art.74 CPP**) :

- Découverte de cadavres (**art.74 CPP**).
- Personne gravement blessée (**art. 76 al 6 CPP**).
- Disparition = La disparition d'un mineur ou d'un majeur protégé ou La disparition d'un majeur présentant un caractère inquiétant ou suspect eu égard aux circonstances.
- Personnes en fuite (**art.74-2 CPP**).

### 2) Les caractéristiques générales de l'enquête de flagrance

L'enquête de flagrance a pour but de prévenir la disparition des preuves.

La durée est limitée à **8 jours** à compter du premier acte d'enquête (**art.53 CPP**). Elle peut être **prolongée** par une durée maximale de 8 jours par le procureur de la République, s'il estime que c'est nécessaire à la manifestation de la vérité (**art.53 CPP**).

## B) L'enquête préliminaire



**Définition :** L'enquête préliminaire a pour but de fournir les éléments nécessaires afin que le procureur de la République puisse exercer l'opportunité des poursuites en connaissance de cause.

Les actes de l'enquête préliminaire sont accomplis par les OPJ et sous leur contrôle par les APJ (**art. 75 al1 CPP**).

L'enquête préliminaire est exécutée par la PJ d'office ou sur instructions du Parquet.

## II. Les actes de l'enquête de police

L'enquête de police permet l'accomplissement d'un certains nombres d'acte dont les modalités d'exécution sont en pratique identique dans le cadre de l'enquête préliminaire et de la flagrance.

La plus grande différence se trouve dans l'obligation de OPJ dans le cadre de l'enquête préliminaire, de demander l'autorisation au procureur de la République préalablement à l'accomplissement de certains actes.

### A) Les transports, constatations et vérifications

#### *1) L'information du procureur de la République et le transport sur les lieux*

En cas de crime flagrant, l'OPJ doit se rendre sur les lieux de l'infraction, sans délais et en avertir le procureur de la République (**art. 54 CPP**).

Dans le cadre de l'enquête préliminaire, il l'informe uniquement lorsqu'une personne a l'encontre de laquelle existent des indices faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction est identifiée (**art. 75-2 CPP**).

Le procureur de la République dessaisit l'OPJ par son arrivée (**art.68 CPP**). L'OPJ peut accomplir lui-même tous les actes de PJ. Le procureur de la République peut également lui demander de poursuivre les opérations (**art.68 CPP**).

#### *2) Les mesures conservatoires*

L'OPJ, lorsqu'il n'est pas dessaisi par le procureur de la République, peut procéder aux constatations de prendre des mesures conservatoires. Celles-ci sont spécifiques à l'enquête de flagrance.



**Exemple :** Il peut prendre des photographies, procéder à des prélèvements, saisir les armes, saisir un produit du crime, etc.

Les OPJ ou APJ peut avoir recours à « toute personne qualifiée pour procéder à des constatations ou à des examens techniques ou scientifiques » (**art. 60 CPP**).

### 3) *Les prélèvements externes et relevés signalétiques*

Des opérations de prélèvements externes nécessaire à la réalisation d'examen techniques et scientifiques de comparaison avec les traces et indices prélevés sont possibles pour les nécessités de l'enquête. Elles peuvent être accomplies par l'OPJ (**art.55-1 CPP**). Le procureur ou sur son autorisation l'OPJ ou APJ dans l'enquête préliminaire (**art.76-2 CPP**).

### 4) *Les réquisitions*

Les services de PJ peuvent obtenir des personnes des informations importantes pour l'enquêtes : personnes physique ou personnes morale (établissement ou organisme privée ou public, administration publique, organismes publics, etc.)

## B) Les perquisitions et saisies



**Définition :** La perquisition se définit comme une mesure d'enquête qui rechercher des éléments relatifs à l'infraction au domicile d'une personne.

Elle conduit à des saisies d'objet, document ou données informatiques.



**Attention :** Cass. crim. 11 déc. 2019 n°19-82454 les palpations de sécurité ne constituent pas des perquisitions et peuvent être valablement accomplies par des APJ.

#### - Enquête de flagrance

Les OPJ ont la compétence (**art.56 CPP**). Les horaires sont entre 6 et 21h, sauf réclamation faite de l'intérieur de la maison ou exception prévues par la loi.

Le lieu de perquisition : le domicile de l'intéressé généralement mais **l'article 56 du Code de procédure pénale** indique qu'il peut s'agir de tous lieux dans lesquels sont susceptible de se trouver des biens qui sont l'objet ou le produit direct ou indirect de l'infraction.

La **Cass. Crim du 13 octobre 1982 n°91-92708** indique que « le domicile ne désigne pas seulement le lieu où une personne à son principal établissement, mais encore le lieu, qu'elle y habite ou non, où elle a le droit de se dire chez elle, quels que soient le titre juridique de son occupation et l'affectation donnée aux locaux ».

Il n'y a pas de nécessité d'obtenir le consentement de la personne.

Peuvent être saisis : papiers, documents, ou autres objets, données informatiques nécessaires à la manifestation de la vérité, etc.

#### - Enquête préliminaire

Les OPJ, ou sous son contrôle les APJ (**art.75 et 76 CPP**). Les horaires sont les mêmes. Le lieu de perquisition est le même.

Il faut un **consentement** par déclaration écrite de la personne chez laquelle l'opération a lieu ou bien une décision écrite et motivée du JLD, sur requête du procureur de la République. Les objets de saisie sont les mêmes.

L'OPJ dresse procès-verbal de la saisie des papiers, documents, données informatiques ou autre objet en la possession des personnes qui paraissent avoir participé au crime ou détenir des pièces et informations ou objets relatifs aux faits incriminés (**art.56 CPP**).

## C) Les auditions



**Définition :** Elles permettent aux enquêteurs d'avoir des éléments sur les circonstances de l'infraction ou sur ses auteurs.

L'audition peut concerner toute personne. Les personnes ont l'obligation de se présenter. Lorsqu'elles n'ont pas répondu à une convocation à comparaître ou lorsqu'on l'on peut craindre qu'elles ne répondent pas à une telle convocation, elles peuvent y être obligées par la force publique (**art.61 CPP**).

### -L'audition de la personne non soupçonnée

Des personnes peuvent être entendues, si les nécessités de l'enquête le justifient pour que le temps strictement nécessaire à leur audition dans la limite de 4 heures (**art.62 al2 CPP et art.78 al2 CPP**).

### - L'audition de la personne soupçonnée

La **loi du 27 mai 2014** organise l'audition de cette personne puisqu'il y a des raisons de soupçonner que celle-ci a commis ou tenté de commettre une infraction sans faire l'objet d'une mesure de garde-à-vue et qui n'est pas maintenue à disposition des services de police sous la contrainte.

## D) Les mesures de surveillance



**Exemple :** Géolocalisation écoutes téléphoniques, l'accès à distance aux correspondances électroniques



## 1) La géolocalisation



**Définition :** « Tout moyen technique destiné à la localisation en temps réel, sur l'ensemble du territoire national, d'une personne à l'insu de celle-ci, d'un véhicule ou de tout autre objet, sans le consentement de son propriétaire ou de son possesseur » (**art.230-32 CPP**).

Les modalités sont organisées à l'**article 230-32 CPP**.

Cette géolocalisation ne peut pas avoir lieu pour le domicile ou le cabinet d'un avocat, le local d'une entreprise de presse, médecin, notaire, huissier, bureau ou domicile d'un député, sénateur ou magistrat, etc.

## 2) Les écoutes téléphoniques

Le JLD peut si les nécessités de l'enquête l'exigent et sur réquisition du procureur de la République autoriser des écoutes téléphoniques et transcription de correspondances émises par voie des télécommunications pour une durée de 2 mois renouvelable (**art.74-2 CPP**).

## 3) L'accès à distance aux correspondances électroniques

L'accès à distance et à l'insu de la personne visée aux correspondance stockées par la voie des communications électronique accès au moyen d'un identifiant informatique est autorisé pour l'ensemble de la matière criminelle et dans le cadre de l'enquête, tout comme dans le cadre de l'instruction.

### III. La garde à vue



**Définition :** La garde à vue se définit comme une « mesure de contrainte décidée par un officier de policier judiciaire, sous le contrôle de l'autorité judiciaire, par laquelle une personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement est maintenue à la disposition des enquêteurs » (**art.62-2 CPP**).

#### A) Le placement en garde à vue

La garde à vue est une mesure de détention judiciaire qui ne peut être décidée que par un OPJ agissant d'office ou sur instruction du procureur de la République (**art.63-1 CPP**), et exécutée sous le contrôle de celui-ci (**art.63 al 1 CPP**).

##### 1) La compétence

Le JLD intervient pour la prolongation de la garde à vue au-delà de 48 heures et pour le report de l'intervention de l'avocat (**articles 63-4-2 et 706-88 à 706-88**)

Un juge d'instruction peut avoir le recours à cette mesure pour l'exécution d'une commission rogatoire par OPJ (**art.154 CPP**).

##### 2) Le placement en garde à vue

Il faut 2 conditions :

- Il doit exister à son encontre une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement ;

- Cette mesure doit constituer l'unique moyen de parvenir à l'un au moins des objectifs suivants :

- Continuer une enquête avec la présence de la personne suspectée
- Garantir la présentation de la personne à la justice
- Empêcher la destruction d'indices
- Empêcher une concertation, c'est-à-dire une conversation avec des complices
- Empêcher toute pression sur les témoins ou les victimes
- Arrêter l'infraction en cours



**Attention :** La garde à vue du témoin est exclue.

### 3) La durée

La durée est de **24h** (**art. 63-II CPP**).

A l'issue de la garde à vue, l'intéressé est remis en liberté ou déféré devant le procureur de la République (**art.63-8 CPP**).

Elle peut être prolongée de 24h au plus (**art.63-III CPP**). La prolongation ne peut s'appliquer que :

- si la personne est soupçonnée d'avoir commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à un an + si la prolongation de la mesure est l'unique moyen de parvenir à l'un au moins des objectifs mentionnés au **1° et 6° de l'article 62-2 CPP** ;
- Permettre, dans les cas où il n'existe pas dans le tribunal de locaux aménagés, la présentation de la personne devant l'autorité judiciaire (**art. 63-II al.2 CPP**).

## B) Les garanties accordées au citoyen

Le Code de la procédure pénale assure le respect de garanties accordées à la personne placée en garde à vue notamment « le respect de la dignité de la personne » (**art.63-5 CPP**). Les fouilles intégrales sont autorisées dans des conditions strictement déterminées (**art.63-6 et 63-7 CPP**).

### 1) *L'information du procureur de la République*

Le procureur de la République doit être informé de la garde à vue par l'OPJ dès le début de celle-ci par tout moyen (**art. 63-1 al.2 CPP**). L'OPJ doit donner connaissance au procureur de la République :

- du placement de la personne en garde à vue ;
- des motifs de ce placement ;
- de la qualification des faits qu'il a notifiés à la personne.

Le procureur de la République contrôle les mesures de garde à vue (**art. 41 al3 et 62-3 CPP**). Il est le garant des droits reconnus par la loi à la personne gardée à vue (**art.62-3 CPP**), et peut ordonner que la personne gardée à vue soit présentée devant lui ou remise en liberté (**art.62-3 al4 CPP**).

### 2) *Les notifications et le procès-verbal*

Les éléments qui doivent être notifiés : **art.63-1 CPP ou 803-6 CPP** :

- Placement, durée et prolongation de la garde à vue dont elle fait l'objet ;
- Qualification, date et lieu présumées de l'infraction qu'elle est soupçonnée d'avoir commis ou tenté de commettre ;
- Motif justifiant le placement en garde à vue ;
- Droit de faire prévenir un proche ou son employeur ainsi que si, elle est de nationalité étrangère, les autorités consulaires de l'État (**art.63-2-II CPP**) ;

- Droit à être examinée par un médecin (**art.63-3 CPP**) ;
- Droit d'être assistée par un avocat (**art.63-3-1 et s. CPP**) ;
- Droit d'être assistée par un interprète, si c'est nécessaire ;
- Droit de consulter le procès-verbal (**art.63-4-1 CPP**) ;
- Si elle est présentée au procureur de la République ou au JLD en vue d'une éventuelle prolongation de la garde à vue, il est possible de faire des observations à ce magistrat tendant à ce que cette mesure n'est pas prolongée ;
- Lors des auditions, après avoir décliné son identité, la personne a le droit de faire des déclarations de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se faire.

### *3) L'enregistrement audiovisuel des auditions*

En matière criminelle, cet enregistrement est **obligatoire** (**art.64-1 CPP**). Sauf, impossibilité technique ou selon le nombre de personnes gardées à vue (**art.64-1 al.5 CPP**).

### *4) L'examen médical*

Selon l'**article 63-1 CPP** « toute personne placée en garde à vue peut demander à être examinée par un médecin, d'une part au début de la mesure, d'autre part au moment de sa prolongation ».

### *5) L'appel téléphonique*

La personne gardée à vue peut faire prévenir par téléphone « une personne avec laquelle elle vit habituellement ou l'un de ses parents en ligne directe ou l'un de ses frères et sœurs de la mesure dont elle est l'objet » ainsi que son employeur (**art.63-2 CPP**), dans un délai de maximum de 3 h (**art. 63-2 1 CPP**).

## 6) Le rôle de l'avocat

La personne a la possibilité de s'entretenir avec un avocat dès le début de la garde à vue (**art.63-4 CPP**). L'intéressé peut demander qu'il lui en soit commis un office (**art.63-3-1 CPP**).

Exceptionnellement, la présence de l'avocat peut être décalée à la demande de l'OPJ « si cette mesure apparaît indispensable pour des raisons impérieuses tenant aux circonstances particulières de l'enquête, soit pour permettre le bon déroulement d'investigations urgentes tendant au recueil ou à la conservation des preuves, soit pour prévenir une atteinte grave et imminente à la vie, à la liberté, ou à l'intégrité physique d'une personne » (**art. 63-4-2 CPP**).

La première audition (sauf si elle porte sur les éléments d'identité) ne peut commencer en l'absence de l'avocat avant la fin d'un délai de deux heures qui commence à courir dès qu'il a été alerté (**art.63-4-2 CPP**).



**Pour aller plus loin :** Aucune disposition légale ne prévoit la présence de l'avocat lors de l'exploitation d'un téléphone portable, assimilable à une perquisition (**Cass. crim. 12 janv. 2021 n°20-84045**).

## 7) Les irrégularités de la garde à vue

La **nullité** ne s'applique que lorsqu'il y a **atteinte aux intérêts de la personne** qu'elle concerne (**art.171 et 802 CPP**).